

ALERTE : FERMETURE UNITÉ

CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER (69)

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?

Dans un tweet faisant suite au limogeage du Directeur de l'ARS de la région Grand-Est, le ministre de la Santé, Olivier Véran, avait affirmé : « *l'heure viendra de tirer les enseignements de cette crise sans précédent et de refonder notre hôpital. Tous les plans de réorganisation sont évidemment suspendus à la grande consultation qui suivra* ».

De qui la Direction du Vinatier reçoit-elle ses ordres ?

Le Directeur de l'ARS de la région Grand-Est a sans doute eu le tort de trop parler et d'avoir mis le gouvernement face à ses contradictions. La direction du CH du Vinatier, exécutrice zélée des basses œuvres, sans état d'âme est dans le passage à l'acte.

Sans aucune consultation des Instance Représentatives du Personnel, après avoir fermé 50 lits il y a un mois, ce sont maintenant 25 lits supplémentaires qui passent sous le rouleau compresseur des politiques austéritaires.

Mais de qui se moque-t-on ?

Dans le contexte de confinement que nous vivons, outre le risque de contamination, les populations les plus fragiles subissent de graves conséquences d'ordre psychologique auxquelles les personnels soignants tentent de répondre le mieux qu'ils peuvent avec les moyens qu'on leur donne. En temps normal cette fermeture inadmissible, l'est d'autant plus en cette période où les agents hospitaliers, de quelque service que ce soit, au péril de leur santé et de celle de leurs proches, font preuve d'un dévouement et d'une générosité qui force l'admiration de la population.

Quand va-t-on cesser de nous mentir ?

Que des "hauts" fonctionnaires cyniques et carriéristes estiment poursuivre la mission dont ils ont la charge au mépris des règles de ce que d'aucuns s'accordent encore à qualifier de « dialogue social » nous n'en sommes pas surpris. Que ces mêmes personnages considèrent les patients et les agents comme des variables d'ajustement dans un plan comptable, ils sont programmés pour ça. Mais que ceux qui ont la charge de donner des directives en soient les complices n'est pas tolérable. Le mépris, les mensonges doivent s'arrêter.

La Fédération Sud Santé Sociaux dénonce avec force cette fermeture totalement aberrante et dangereuse tant pour les patients et leurs familles, que pour les salariés. Elle exige l'annulation de cette décision arbitraire en totale contradiction avec les déclarations du ministre.

Paris le 21 avril 2020

Fédération SUD Santé Sociaux : 01 40 33 85 00

